

La Côte d'Ivoire en ébullition, la France au pied du mur

Article rédigé par *Jean Flouriot*, le 31 janvier 2003

À peine signés, les accords de Marcoussis ont suscité la colère en Côte d'Ivoire parmi les partisans de Laurent Gbagbo. De retour à Abidjan, le président ivoirien les a perfidement réduits de " propositions ".

Piégée par des années d'atermoiements dues à la cohabitation, France a-t-elle retrouvé toutes ses cartes pour reprendre la main en Afrique ?

Il y a trois ans, nous nous interrogeons dans Liberté politique sur le problème de fond posé par le délabrement politique et économique africain : que faire pour le développement au Sud du Sahara ? "D'abord aider au maintien, au rétablissement et à l'extension de zones de paix, écrivions-nous. La guerre annihile et empêche toute forme de développement. Les armées françaises ont une longue expérience de la pacification en Afrique. Peut-être même sont-elles aujourd'hui les seules à l'avoir gardée vivante. Sans doute les formes d'intervention évoluent vers une véritable coopération avec les forces armées africaines mais il est aussi évident que sans la France, il n'y a pas de solution possible avant longtemps. L'intervention militaire ne suffit pas à faire la paix même si elle arrête la guerre.

La diplomatie française a aussi une place exceptionnelle et doit maintenir sa capacité d'intervention. Pour cela il lui faut des hommes de terrain, connaisseurs des mentalités, capables de vraies relations qui ne soient pas compromise avec la violence et la corruption" (" Pour comprendre et aimer l'Afrique ", LP n° 13, été 2000).

La France est aujourd'hui au pied du mur. Les risques pris en Côte d'Ivoire sont considérables.

Par son intervention militaire, elle a bloqué la main mise sur l'ensemble du pays par une rébellion militaire contre le pouvoir légitime, même si cette légitimité s'appuyait sur une constitution considérée comme injuste par une minorité importante de la population. Elle a ensuite laissé les institutions africaines essayer de résoudre le conflit. Cette médiation n'a pas abouti pendant que la situation sur le terrain se dégradait. La diplomatie française, à son plus haut niveau, a entrepris alors une démarche très volontariste de rassemblement des acteurs politiques, leur apportant les moyens d'un accord de paix. La France n'agit pas seule et la conclusion de la table ronde ivoirienne est un sommet où sont présents les Africains, les Nations unies et la France, tous apportant leur garantie à l'application des accords.

Évidemment, ceci n'est qu'une étape et tout dépend maintenant de l'application de l'accord, dont les espoirs ont paru vite faire long feu.

Soutenir un président légitime dont la duplicité est manifeste, reconnaître les rebelles par ailleurs, n'est pas sans danger. Des mois de violence et de division ne s'effaceront pas en un instant, même si la très grande majorité des Ivoiriens souhaitent retrouver de paisibles conditions de vie, et il y a des problèmes de fond qui demanderont du temps pour être résolus. Mais sans accord minimum, la marche vers la paix est impossible.

La France doit poursuivre son œuvre en Côte d'Ivoire en maintenant sa présence militaire et en appuyant le déploiement d'une force africaine. Il lui faut maintenir ses contacts avec tous les protagonistes ivoiriens et extérieurs, pour reconstruire la confiance, sans céder à aucune pression. Elle s'est engagée à œuvrer pour le développement économique de la Côte d'Ivoire en soutenant les demandes ivoiriennes auprès des organismes internationaux de financement.

Mais la cause de la paix ne repose pas uniquement sur les armes et la diplomatie. À Noël, nous avons célébré la venue sur terre du "Prince de la Paix". Prions-Le pour la Côte d'Ivoire et prions aussi sa Mère à qui est

dédiée la basilique de Yamoussokro, sous le vocable de Notre-Dame de la Paix. Et élargissons notre prière aux autres pays d'Afrique où la paix est encore à construire...

> D'accord, pas d'accord ? Envoyez votre avis à Décryptage

>